



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi, du
Travail, des Solidarités et de la Protection des
Populations des Deux-Sèvres**

Service Environnement Biologique
30, rue de l'Hôtel de Ville
CS58434
79024 Niort

Niort, le 20/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL NOVIPOR

N° 6 L'Allier
79 220 Cours

Références : 2026 01218
Code AIOT : 0057902533

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement EARL NOVIPOR implanté N° 6 L'Allier 79 220 Cours. L'inspection a été annoncée le 10/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection ICPE réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL NOVIPOR
- N° 6 L'Allier 79 220 Cours
- Code AIOT : 0057902533
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation porcine bénéficiant d'un arrêté d'autorisation n° 3843 en date du 8 mars 2002 modifié par un arrêté préfectoral modificatif n°5900 en date du 17 mai 2017 pour un effectif de 2340 emplacements porcs de production et 300 reproducteurs.

Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2026 Eau Ouvrage Agri Agro
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Ouvrages Eau Agri Agro | Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-13 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 7 | Ouvrages Eau Agri Agro | Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 14 | Moyens de lutte contre | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Demande d'action corrective | 6 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|--|--|-----------------------|
| | l'incendie et affichage | | | |
| 15 | Installations électriques et réseau | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------------|--|-------------------|
| 2 | Ouvrages Eau Agri Agro | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 | Sans objet |
| 3 | Ouvrages Eau Agri Agro | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | Sans objet |
| 4 | Ouvrages Eau Agri Agro | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | Sans objet |
| 5 | Ouvrages Eau Agri Agro | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 | Sans objet |
| 6 | Ouvrages Eau Agri Agro | Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 | Sans objet |
| 8 | Ouvrages Eau Agri Agro | Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 | Sans objet |
| 9 | Ouvrages Eau Agri Agro | Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11 | Sans objet |
| 10 | Ouvrages Eau Agri Agro | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 | Sans objet |
| 11 | Recensement des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 | Sans objet |
| 12 | Recensement des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 | Sans objet |
| 13 | Accès véhicules à l'installation | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 | Sans objet |
| 16 | Consignes | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1 | Sans objet |
| 17 | Travaux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2 | Sans objet |
| 18 | Accès aux installations | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3 | Sans objet |
| 19 | Stockage et rétention | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15 | Sans objet |
| 20 | Isolement des réseaux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Exploitation porcine globalement conforme aux points réglementaires inspectés.
L'exploitant n'est pas régulier dans ces contrôles réglementaires (électricité gaz)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ouvrages Eau Agri Agro

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-13 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Déclaration du forage |
| Prescription contrôlée : La demande d'autorisation environnementale comprend les éléments communs suivants : 1° Lorsque le pétitionnaire est une personne physique, ses nom, prénoms, date de naissance et adresse et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, son numéro de SIRET, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ; 2° La mention du lieu où le projet doit être réalisé ainsi qu'un plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000, ou, à défaut au 1/50 000, indiquant son emplacement ; 3° Un document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit ; 4° Une description de la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés mis en œuvre, ainsi que l'indication de la ou des rubriques des nomenclatures dont le projet relève. Elle inclut les moyens de suivi et de surveillance, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées ; 5° Soit, lorsque la demande se rapporte à un projet soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3-1, s'il y a lieu actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, soit, dans les autres cas, l'étude d'incidence environnementale prévue par l'article R. 181-14 ; 6° Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R. 122-3-1, la décision correspondante, assortie, le cas échéant, de l'indication par le pétitionnaire des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision ; 7° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles prévues par les 4° et 5° ; 8° Une note de présentation non technique. Le pétitionnaire peut inclure dans le dossier de demande une synthèse des mesures envisagées, sous forme de propositions de prescriptions de nature à assurer le respect des dispositions des articles L. 181-3, L. 181-4 et R. 181-43. Conformément à l'article 21 du décret n° 2020-844 du 3 juillet 2020, ces dispositions s'appliquent aux demandes d'avis ou d'examen au cas par cas et aux demandes déposées en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement qui sont enregistrées à compter du 5 juillet 2020. |
| Constats : Vous utilisez un forage datant d'avant 1980 pour l'abreuvement de vos animaux mentionné dans votre dossier mais non repris dans votre arrêté préfectoral d'autorisation. Absence de déclaration du forage |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Vous devez régulariser votre forage en remplissant le dossier de déclaration de forage qui vous a été transmis |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 2 : Ouvrages Eau Agri Agro

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Consommation d'eau |
| Prescription contrôlée : Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. |
| Constats : Arrêté préfectoral d'autorisation n° 5900 en date du 27 mai 2017 (déclaration de 9900m3 d'eau pour l'abreuvement des animaux) Déclaration GEREP 2025 en date du 12 février 2026 : 10904 m ³ pour l'abreuvement et le nettoyage Présence d'un relevé mensuel sur l'année 2025 |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Ouvrages Eau Agri Agro

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Prélèvement d'eau |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. |
| Constats : Présence d'un enregistrement mensuel de la consommation d'eau du forage |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Ouvrages Eau Agri Agro

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Prévention pollution eau |
| Prescription contrôlée : En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. |
| Constats : Présence d'un clapet anti retour sur le circuit principal de l'arrivée d'eau. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Ouvrages Eau Agri Agro

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Abandon du forage |
| Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003. |
| Constats : Le forage est un ouvrage ancien (avant 1980) qui selon la déclaration de l'exploitant semble |

| |
|--|
| correspondre aux dispositions réglementaires |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Ouvrages Eau Agri Agro

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage |
| Prescription contrôlée : Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m ² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel. |
| Constats : Présence de plaques de béton posées sur une margelle qui servent à fermer et à protéger le forage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Ouvrages Eau Agri Agro

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage |
| Prescription contrôlée : La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche. |
| Constats : La tête du puits est dans une buse bétonnée étanche au-dessus du niveau du terrain naturel. L'intérieur du forage n'a pas été inspecté, présence de plaques de béton servant de fermeture qui n'ont pas pu être soulevées le jour de l'inspection. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir des photos de l'intérieur du forage |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Ouvrages Eau Agri Agro

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage |
| Prescription contrôlée : Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un |

| |
|---|
| parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. |
| Constats : Présence d'un dispositif |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Ouvrages Eau Agri Agro

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Entretien de l'ouvrage |
| Prescription contrôlée : Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau. Les forages, puits, ouvrages souterrains utilisés pour la surveillance ou le prélèvement d'eau situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine et ceux qui interceptent plusieurs aquifères superposés, doivent faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). Le déclarant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection. Dans les autres cas, le préfet peut, en fonction de la sensibilité de ou des aquifères concernés et après avis du CDH, prévoir une inspection périodique du forage, puits, ouvrage souterrain dont la réalisation est envisagée et en fixer la fréquence. |
| Constats : Le puits n'est pas dans un périmètre de captage Puits en bon état d'entretien (vue de l'extérieur) |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Ouvrages Eau Agri Agro

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, Déclaration GEREP |
| Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; |
| Constats : Déclaration GEREP 2025 en date du 12 février 2026 : 10904m3 |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Recensement des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie |
| Prescription contrôlée : I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante. L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées. |
| Constats : Présence d'un plan des zones à risque d'incendie ou explosion recensant les matières combustibles (gaz, fuel) et indiquant sur chaque bâtiment les matières dangereuses , amiante... |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Recensement des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie |
| Prescription contrôlée : II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées. |
| Constats : Présence d'un plan recensant les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion (2 citernes de gaz) Signalisation des risques par des logos sur chaque cuve |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Accès véhicules à l'installation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. |
| Constats : Véhicules stationnés à l'extérieur du site sur un parking prévu à cet effet et signalé Accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation. Possibilité de faire le tour de l'installation pour les engins de secours |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none">- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Des extincteurs sont présents mais il en manque aux emplacements stratégiques, notamment au niveau de la maternité, où de la paille est présente en toiture.</p> <p>Vérification des extincteurs en mars 2026 (prochain passage en mars 2027 noté sur les extincteurs)</p> <p>Présence de consignes de sécurité ainsi que des numéros d'appels d'urgence affichés au niveau du sas.</p> <p>Présence de vannes de barrage de gaz identifiées.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Prévoir de rajouter des extincteurs aux endroits stratégiques et notamment au niveau de la maternité (présence de paille en toiture)</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 15 : Installations électriques et réseau

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Absence du dernier rapport de vérification des installations électriques, le dernier présenté datant de 2023</p> <p>Le contrat de maintenance des citernes à gaz n'a pas été présenté</p> <p>Présence d'un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion du site d'élevage.</p> <p>Présence du registre des risques qui est régulièrement remis à jour.</p> <p>Présence des fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation.</p> |

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir le dernier rapport de vérification électrique de moins d'un an et le contrat de maintenance des réservoirs de gaz (2 citernes) |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 16 : Consignes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie |
| <p>Prescription contrôlée : Consignes.</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les consignes précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ; - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ; - les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ; - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> |
| <p>Constats : Affichage des consignes de sécurité Présence du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) proportionné aux risques de l'exploitation</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 17 : Travaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie |
| <p>Prescription contrôlée : Travaux.</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8 et présentant des risques importants</p> |

| |
|---|
| <p>d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ; - la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ; - les moyens et consignes d'alerte. <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.</p> |
| <p>Constats : Présence du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP)</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 18 : Accès aux installations

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Accès aux installations. L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</p> |
| <p>Constats : Le site est fermé et présence une affiche interdisant l'accès aux personnes extérieures à l'exploitation ou non autorisées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 19 : Stockage et rétention

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> |

| |
|--|
| <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Présence d'une cuve de fuel double paroi</p> <p>Les bâtiments sont entièrement sur rétention (pré-fosses ou reliés à la fosse à lisier)</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 20 : Isolement des réseaux

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.</p> <p>[...]</p> <p>IV. - Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif est positionné en amont des équipements de stockage ou de traitement. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>La localisation du dispositif de commande figure sur le plan des réseaux.</p> <p>Les dispositions du présent point sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er novembre 2022.</p> <p>Les dispositions du présent point sont également applicables aux installations faisant l'objet d'une modification substantielle comportant de nouvelles constructions, lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et dont le dépôt du dossier complet intervient à compter du 1er novembre 2022. Pour ces installations, les dispositions sont applicables uniquement aux nouvelles constructions.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les eaux de lavage et les laves mains sont dirigées vers les pré-fosses qui sont reliées à la fosse à lisier</p> <p>Axe d'amélioration</p> <p>Réfléchir à un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permettant d'isoler les réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |